



**PRÉFET DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

dossier n° PD 971 118 24 PB002

date de dépôt : **02 septembre 2024**

demandeur : **CONSERVATOIRE DU LITTORAL,**
représenté par **Monsieur Philippe VAN DE MAELE**
pour : **DÉMOLITION TOTALE D'UNE MAISON EN
RUINE**

adresse terrain : **ROUTE DE TOURMENT
CESARION lieu-dit COLIN, à Petit-Bourg (97170)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de démolir
au nom de l'État**

**Le préfet de Guadeloupe
Préfet de la Région Guadeloupe
Représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-3 et R.451-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Petit-Bourg, approuvé le 28/02/2019 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Petit-Bourg, approuvé le 30/05/2002 ;

Vu la demande de permis de démolir présentée le 02/09/2024 par le CONSERVATOIRE DU LITTORAL, représenté par Monsieur Philippe VAN DE MAELE demeurant RUE AUDEBERT CS10137 lieu-dit CORDERIE ROYALE, Rochefort (17300);

Vu l'objet de la demande :

- pour la démolition totale d'une construction en ruine ;
- sur un terrain cadastré **AC 2166 (Ex AC 078)**, situé Route de Tourment Césarion lieu-dit COLIN, à Petit-Bourg (97170) ;

Vu l'avis favorable de la Direction des Affaires Culturelles - Architecte des Bâtiments de France, en date du 01/10/2024 ;

Vu l'avis favorable de la Direction des Affaires Culturelles - Archéologie Préventive en date du 02/10/2024 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de démolir est **ACCORDÉ**.

Article 2

En application de l'article R.1334-19 du code de la santé publique un repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante doit être effectué avant la démolition.

Article 3

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A Basse-Terre, Le **17 OCT. 2024**

P/Le préfet

Le Directeur Adjoint

Thierry SABATHIER



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.